La campagne d'Yvan Zimmerman, tête de liste du NPA dans le Grand-Est : une orientation de lutte de classe

La campagne électorale du NPA ne se limite heureusement pas à celle de Raoul Marc Jennar, tête de liste dans le Sud-Est. Celle d'Yvan Zimmerman, tête de liste dans le Grand-Est est une véritable campagne ouvrière de lutte de classe. Nous ne partageons pas l'ensemble des positions du camarade Zimmerman, mais il est clair que si toute la campagne du NPA avait été comme la sienne, elle aurait permis de faire progresser la conscience de milliers d'ouvriers, de les gagner au parti sur une base de classe et de leur donner l'envie et le courage de lutter en s'organisant politiquement pour en finir avec le capitalisme.

Nous reproduisons ci-dessous presque in extenso *et sans autre commentaire un discours d'Yvan Zimmerman, prononcé au début de sa campagne au meting de Gerardmer dans les Vosges.*

« J'aimerais vous dire pourquoi je suis là à parler devant vous et pourquoi j'ai accepté d'être tête de liste du NPA aux élections européennes pour le Grand Est.

Tout d'abord, je vous rassure, je ne suis pas un politicien professionnel, je ne veux pas faire un parti électoraliste et je n'ai surtout, surtout pas envie de faire carrière dans la politique. Je suis occupé à temps plein pour le boulot, et mes enfants et ma famille c'est aussi un temps plein. Et naturellement, par goût personnel, je préférerais être avec mes enfants. Mais si je suis là dans cette réunion aujourd'hui, c'est aussi pour eux.

Je suppose que comme pour vous, il y a la joie d'être partie prenante de manifs comme celle de jeudi dernier, le 19. Ça a été une journée radieuse. De tous points de vue, pas seulement parce qu'on était au soleil. Mais d'être avec les camarades de travail, et des milliers d'autres qu'on ne connaît pas, en nombre et côte à côte, en train de construire ensemble un autre monde ça fait du bien. De voir et vérifier que nos collègues et voisins ne se limitent pas à ce que la société veut en faire. mais qu'il y en en nous mille possibilités.

Et pour moi ça a été aussi un soulagement. Je craignais qu'il y ait moins de monde parce que les syndicats avaient attendu 7 semaines pour donner une suite au 29 janvier. Étant donné aussi que Thibault la veille avait démobilisé — comme d'habitude, j'aurais envie de dire puisqu'il avait fait le même coup la veille de la grande journée de lutte des cheminots contre la remise en cause de leur retraite il y a un an - que Thibault donc avait démobilisé en disant que la suite serait le 1er mai et que Mailly de son coté expliquait qu'on imitait la Guadeloupe et la Martinique en manifestant tous les

deux mois… Mais non, il y avait autant de monde et même un peu plus. C'était donc super. Un formidable succès. Et la joie d'être là. D'y avoir contribué pour ma petite part. Encore une claque qu'on a donné ensemble à Sarkozy, encore la démonstration de notre force, encore la volonté massive et par millions, criée dans la rue de ne pas payer leur crise. Encore l'envie d'en être et de faire mieux, d'être plus efficace.

Je dois dire qu'après j'ai eu un arrière goût un peu plus mitigé — et là il commence à y avoir un lien avec mon chemin vers le NPA et ma candidature. Il y avait déjà Thibault et son 1er mai — prolongé hier par la volonté des directions syndicales de ne rien décider avant le 30 mars. Ce qui consiste à dire à Sarkozy et au Medef qu'ils ne faut pas qu'ils s'inquiètent, les directions syndicales ne veulent pas organiser de suite sérieuse.

Il y a eu aussi Fillon le soir même qui a dit qu'il ne donnerait rien. Et puis Sarkozy qui a fanfaronné qu'il n'était pas impressionné. Et puis s' il y a eu un peu plus de monde, à un haut niveau donc, ce qui et un facteur d'espoir, en même temps , nous n'avons pas franchi une nouvelle étape. Le 29 janvier était un surgissement. Il sortait de nulle part. C'était une surprise pour tous, ça bousculait tous les calculs et les appareils, ça faisait peur aux puissants, et puis dans la foulée il y a eu la grève générale aux Antilles, le mouvement des enseignants chercheurs, les colères à Sony et Continental, le scandale des profits de Total et de ses licenciements. Tout ça bousculait. Ça progressait. Qu'allait donner le 19 mars ? Un nouveau point de départ ?

Le 19 mars n'a pas été ça, mais plutôt une confirmation. Il n'y a pas eu un doublement du nombre des manifestants ou une augmentation très significative qui aurait voulu dire que le 19 mars était une nouvelle étape qui obligeait à une suite immédiate. Des journalistes l'ont dit bêtement : c'est Besancenot qui a perdu. Parce qu'il n'y a pas eu de grève générale illimitée à partir du 19, parce que Continental n'a pas prolongé le 19 mars d'un 20 mars, etc… Mais non, ils se trompent complètement. Et j'ai plutôt l'impression que dans ces manifs, s'il y a bien un parti qui y a été comme un poisson dans l'eau, soutenu, recherché, encouragé et renforcé c'était bien le NPA. Donc ils n'en ont pas fini avec nous. D'ailleurs nous n'avions jamais prédit comment ça se passerait au lendemain du 19. Nous sommes seulement des militants avec un point de vue militant. Mais ces journalistes disent à leur manière et à travers leurs peurs et leur soulagement, ce qu'il y avait un peu dans l'air.

Ce sera donc peut-être un peu plus lent. Et les syndicats qui avaient un peu perdu la main avec la séquence qui associait le 29 janvier et la grève générale aux Antilles, peuvent la reprendre un peu à cette occasion. Pour la convergence des luttes dont tout le monde ressent le besoin immédiat, on retombe un peu sous leur houlette. Mais tout cela n'est pas sûr évidemment. (…)

Mais ce qu'il y a de plus important, c'est qu'au travers des multiples luttes qu'on connaît depuis 6 mois (et pas seulement en France : il y a eu la Grèce cet hiver, avant en automne il y avait eu des luttes importantes en Italie, et il y a quelques jours ou

semaines en Irlande ou au Portugal) ces multiples luttes qui sont pour le moment ou dispersées ou sans suite. Mais quand elles sont unifiées, il se produit une politisation. C'est ce qu'on sent au travers du succès grandissant du NPA et de l'inquiétude que la politisation des luttes fait surgir chez les possédants. C'était le titre du *Figaro* il y a quelques jours : « *Besancenot veut politiser le 19 mars.* » Ce n'est pas tant nous qui politisons, que le pouvoir, lui qui le fait en distribuant des centaines de milliards aux plus riches en même temps qu'il dit que les caisses sont vides pour les plus pauvres. Les grands patrons comme Total qui annoncent 14 milliards de bénéfice et qui licencient quand même ou la Société Générale qui distribue l'argent que l'État lui donne en Bonus ou stocks options pour ses dirigeants ou encore Continental qui avait promis de sauver l'entreprise pour peu que les ouvriers fassent des efforts et qui une fois les efforts faits, les bénéfices engrangés, licencie tout le monde. Ce sont eux qui montrent à tous qu'on ne peut pas "moraliser" le capitalisme, qu'on ne peut que le renverser. Nous, on ne fait que dire ce qui est, donner un sens, mettre des paroles sur ce que tout le monde voit de ses propres yeux.

Et tout le monde le comprend bien, ce n'est pas fini. Non seulement la crise mais la politisation. Ce n'est que le début de l'un et de l'autre.

Mais il faut un peu de temps. Nous sortons de 20 années de plein emploi et de 30 autres années plus difficiles mais sans crise majeure. Avec donc des organisations populaires syndicales ou politiques qui se sont formées dans et pour répondre aux problèmes de cette période. Des manif plan plan, des balades d'élections en élections, des programmes sans contenu.... une installation tranquille dans les institutions...

Là, la crise accélère tout et bouscule tout, et nous n'avons pas , comme aux Antilles où la situation était un peu différente - j'y reviendrai - des organisations et des dirigeants en phase avec les réponses que nécessite la crise. On annonce 90 000 chômeurs de plus en janvier, un ministre envisage de dépasser le million de chômeurs en plus pour 2009, les salaires sont baissés avec le chômage partiel et le haut taux de chômage ainsi que les bas salaires, ça risque d'être durable. On donne 400 milliards aux banques, riches et grands patrons, mais les syndicats revendiquaient le 19 mars de ne pas travailler le dimanche, de renoncer à la défiscalisation des heures sups, de renoncer au bouclier fiscal et deux trois autres trucs relativement mineurs de ce genre avec pour obtenir ça, une manif tous les deux mois.

Il y a des années lumières entre la situation d'urgence, l'amplitude de la crise, la détresse des gens et les programmes et les habitudes des organisations. Bref nous n'avons pas pour le moment de véritables organisations de masse pour faire face à la crise.

Comment faire pour résoudre le problème ? Je reviendrai plus loin sur cette question et donc sur le NPA mais je voudrais d'abord faire un petit détour, revenir à mon boulot et dire quelques sentiments personnels qui permettront ensuite de revenir à cette question de comment faire.

Juste avant le 19, dans l'actualité il y avait eu les profits de Total, Continental et Sony. Je ne sais pas si vous êtes comme moi, mais quand j'ai vu à la télé le patron de Continental qui recevait sur la tête les œufs que ses ouvriers lui lançaient, eh bien pour moi ça été du bonheur. Pareil quand j'ai vu le patron de Sony qui a été séquestré par les ouvriers qu'il licenciait. Quand je dis bonheur, ce n'est pas seulement un moment fugitif, une joie malsaine ou un sentiment de vengeance mal digéré. C'est beaucoup plus profond et beaucoup plus sain. Une libération même. C'est ce que j'aimerais vous expliquer et partager peut-être ensemble.

Je ne suis pas violent, je vous rassure, c'est même tout le contraire. Je me bats pour un monde sans violences. Tout me pousse vers ce sentiment. Et pourtant j'ai aimé quand le patron a reçu des œufs sur la tête, qu'il s'est sauvé ou que l'autre a été séquestré de force.

Et quand j'ai vu dans la presse que ce lancer d'œufs a inquiété fortement Fillon, Thibault et Chérèque, je me dis que ce que j'ai ressenti, des millions d'autres ont du le ressentir également et que ça recouvre bien des choses.

Je crois que chaque fois que je vois des exploités, des humiliés, des opprimés, des pauvres relever la tête, c'est un bout de moi qui revit un peu plus pleinement. Je respire mieux, le monde est meilleur un instant, je retrouve un peu de dignité, un peu de liberté et de fierté d'être du monde des hommes. C'est un affranchissement.

Quand j'étais enfant je vibrais d'indignation et de révolte aux récits de l'exploitation des esclaves noirs des plantations en Amérique.

Aujourd'hui, toutes proportions gardées bien sûr, en Europe nous sommes les esclaves des temps modernes. Nous sommes le rebut du rebut. Comme dit une chanson populaire : « c'est la racaille. Eh bien j'en suis ».

Les « exclus » comme on dit aujourd'hui, ont parfois leurs défenseurs chez les bonnes âmes bourgeoises. Ils ont « leurs » pauvres, il y a les œuvres de charité, la commisération. Pour les ouvriers, il n'y a même pas ça. Il n'y a rien. L'exploitation brute, les eaux froides du calcul égoïste, et nous mêmes. Avec les organisations que nous serons capables de créer.

Mais nous ne sommes pas que les méprisés, les invisibles ou le bas fond de la société, nous sommes aussi les classes dangereuses. Et à la réaction d'inquiétude du gouvernement et des dirigeants syndicaux face au danger du 19 mars mais aussi seulement à deux petits œufs sur le crane d'un PDG, tout le monde sent la force potentielle qui est là derrière. L'exaspération et l'explosion sociale dont c'est le symptôme possible. Parce qu'ils connaissent l'histoire. Une force qui peut emporter le monde…qui a déjà marqué le XIXe siècle, le XXe siècle et qui est toujours plus nombreuse, plus puissante à qui il manque juste la conscience d'elle même pour emporter aussi le XXIe siècle. Ce que nous ferons, j'en suis sûr.

Il y a un auteur que vous connaissez certainement qui dit que la dignité de l'ouvrier c'est la haine.

Derrière les œufs, il y a la haine… et la dignité humaine. Deux éléments explosifs. On pourrait même dire révolutionnaires…

Parfois le matin quand je me lève dans la nuit à 4 H pour aller au travail chez Peugeot. Oui j'ai de la haine. Quand je vois mes camarades de travail, venant des quatre coins du monde, dans le bus qui nous amène, vieillis prématurément, mal rasés, rabougris, usés, parfois malades, en partie handicapés par le travail, qui dorment encore à moitié dans le bus, déjà fatigués et qui dans les minutes qui suivent vont se retrouver en chaîne, dans tous les sens du terme et le soir, le bus à nouveau, le corps moulu, douloureux, épuisé, l'esprit vidé… Eh bien oui, je me demande pourquoi, pour quelle raison nous, les travailleurs, avons été condamnés, parce que condamné est le mot, condamné à vivre cette vie-là, cette non vie. Et j'ai envie de me tirer ou d'exploser, de tout casser. J'ai la haine comme disent les jeunes.

J'ai fait du bucheronnage dans les Vosges, j'ai travaillé dans le bâtiment et je fais actuellement de l'élagage d'arbres. Je fait ça parce que la paye de Peugeot ne suffit pas. Mais je fais ça en plus de Peugeot aussi pour me changer la tête. Vous aurez peut-être du mal à me croire mais quand après l'usine je travaille dans les arbres, je revis, je souffle. Sans ce délassement de l'usine, je ne tiendrai pas. J'ai besoin de cette évasion physique et psychique.

L'an passé, vous le savez, il y a eu 7 camarades qui se sont suicidés ou ont fait des tentatives de suicides à l'usine. Dont des très proches. Les suicides ont ému l'opinion. Mais il y a quelque chose qui n'émeut pas, qui est banal, accepté. C'est ce qui amène aux suicides au travail. On les estime à 400 par an. Estime parce qu'en fait il n'y a même pas de statistiques dans ce domaine. On peut crever en silence. Parce que le travail rend malade et tue. Le nombre des maladies professionnelles a explosé. On est passé de 13 658 en 1996 à 52 979 en 2005. 537 décès au travail par accident en 2006, 13% de plus que l'année d'avant. Et ces chiffres officiels sont grandement sous estimés parce que sous déclarés par les patrons. Plusieurs millions de salariés sont exposés sans aucune protection à de multiples produits dangereux, cancérigènes, toxiques pour la reproduction. Et l'intensification du travail depuis des années, la sous-traitance, l'autorisation du travail de nuit pour les femmes, des jeunes dés 14 ans accélérer cet assassinat collectif et silencieux. Être ouvrier ça veut dire avoir dix fois plus de risques de mourir d'un cancer qu'un cadre supérieur et une espérance de vie de 8-10 ans inférieure à celle d'un cadre.

Un simple voleur de sac à main est condamné à six mois de prison ferme devant n'importe quel tribunal en comparution immédiate. Il est considéré comme un danger pour la société. Mais l'employeur coupable d'homicide - dit involontaire - lui, quand il est poursuivi, ce qui est rare, est condamné, ce qui est exceptionnel, après des années et des années d'instruction, n'a que quelques mois de prison avec sursis. Et le plus

souvent il n'y a rien. Regardez les procès sur l'amiante. Cela fait des décennies qu'on connaît le problème. Des dizaines de milliers de personnes meurent ou vont mourir. Et justice n'est toujours pas faite. Et puis aussi Total et AZF, les exemples sont multiples. Mais moi j'y pense tout le temps. Et j'ai régulièrement dans mes nuits l'image d'un camarade qui a tenté de se suicider en buvant du détergent industriel à cause du boulot.

Les grands patrons mettent en danger délibérément leurs employés mais ne sont pas considérés comme de véritables délinquants. Nos patrons nous tuent à petit feu, dans le silence, l'acceptation sociale, la plus grande complicité des pouvoirs publics et c'est nous qu'on ose montrer du doigt quand nous osons dire quelque chose. La grève met en cause l'économie, pousse à la délocalisation, fait fermer les usines, prend en otage les usagers, j'en passe et des meilleures...

C'est pour ça que j'ai besoin de cette évasion. Parce que cette chape de plomb sur notre condition pèse trop lourd. Parce que les autres motivations pour s 'accrocher, la haine et les moments de fraternité, quand il ne se passe rien, ce ne sont que des moments, enfouis le reste du temps par l'oppression quotidienne, l'exploitation et une démoralisation rampante qui emporte l'esprit et le corps.

Si vous connaissez des OS, des manœuvres, vous comprendrez mieux pourquoi nous sommes soupes au lait, un jour l'abattement, la soumission - y compris idéologique - le lendemain la rage la plus violente, y compris révolutionnaire et le désir féroce d'une autre vie, d'un autre monde. Vous comprendrez pourquoi deux œufs inquiètent les puissants de ce monde. Et pourquoi ils crient leur peur en hurlant à la défaite de Besancenot quand ils ne voient pas de grève générale prolongée après le 19 mars. Les révoltes des pauvres sont pour eux un cauchemar permanent, le prolétariat une horreur sans fin.

Si je reste chez PSA, c'est pour gagner ma vie bien sûr, comme tout le monde, mais aussi pour mes camarades de travail, pas tous et pas tout le temps, mais pour certains c'est sûr. Il y a quelque chose qu'on partage entre nous, entre notre haine et notre solidarité, qui est au fond comme le secret du monde.

Nous sommes au plus bas de la hiérarchie, nous ne sommes pas estimés, nous sommes considérés comme des objets voire des animaux et pourtant nous savons que nous faisons tout. Les maisons, les voitures, les chaussures, ce qu'on mange ou boit... c'est nous. La vie quotidienne et son confort c'est nous et pourtant nous, nous en manquons. Les cravates en soie de nos directeurs, leurs voitures de luxe, leurs billets de banques c'est encore nous. Et pourtant nous n'en avons pas. Nous fabriquons des objets qui sont dans la lumière du monde moderne pour une poignée et nous vivons en foule dans l'ombre comme dans les siècles passés. Sarkozy a décidé que 14 000 foyers fiscaux bénéficieraient du bouclier fiscal avec des ristournes d'impôts de 33 000 euros en moyenne par foyer et nous sommes plus de 20 millions d'ouvriers et employés à avoir le minimum pour vivre dont 7 millions de ce qu'on appelle les travailleurs pauvres. Et

des centaines de milliers d'entre nous vont être demain jetés à la rue. J'ai une amie qui vient d 'être licenciée. Ca fait 15 jours qu'elle essaie de s'inscrire aux ASSEDIC — maintenant c'est électronique avec des voix enregistrées au téléphone si vous êtes dans tel cas, appuyez sur tel chiffre, etc. Eh bien ça ne marche pas. Non seulement elle a perdu son boulot mais en plus elle n'arrive même pas à s'inscrire aux ASSEDIC.

Perdre son travail, perdre son salaire, ça veut dire qu'on dit à nos enfants : "Eh bien l'instrument de musique dont tu rêvais, ce n'est pas pour toi. Tu rêvais d'être chanteuse, eh bien non, ce sera coiffeuse. Tu voulais des vacances. Non, tu resteras dans le quartier.". Et puis, les factures qui s'accumulent qu'on n'ouvre même plus, la voiture qu'on conduit sans assurance, le loyer qu'on ne paie plus avec la hantise de l'expulsion. Les fins de mois où on n'a que des pâtes pour les enfants. Le nombre d'amis, de voisins, de camarades qui n'ont que 40 euros par semaine pour vivre…et qu'on dépanne d'un ou deux euros, c'est affolant. Et ça rend fou !

Nous ne sommes rien et nous faisons tout, nous produisons toutes les richesses et nous sommes pauvres. Il y a là le secret de cette société d'exploitation mais aussi les solutions pour la changer, et ça c'est un lien plus fort que tout. Les œufs qui s'écrasent sur un crane chauve au dessus d'une cravate c'est un peu du secret de la société qui se lève.

Comment ça se fait qu'il y ait des riches et des pauvres, comment on pourrait répartir autrement les richesses, comment contrôler tout ça ? Et qui va le faire, qui peut le faire ? Eh bien je peux vous le dire ce ne sont pas les politiciens qui nous promettent le paradis à chaque élection pour nous laisser en enfer à chaque lendemain. Ce ne sont pas les beaux parleurs professionnels, les acteurs permanents du théâtre politique, non, ce sont les sans grade, les dépossédés, les soutiers, ceux qu'on ne voit jamais mais dont les colères emportent les forteresses les plus solides.

Alors si je vais à l'usine, c'est pas pour m'y faire voler ma vie mais aider mes camarades d'infortune à nous lever tous ensemble.

Et après tout, il n'est pas si difficile de se rendre compte que vu notre position au travail, que ce soit dans les usines, les champs, les banques, les transports, les hôpitaux ou les écoles, vu que nous faisons déjà tout, eh bien, que nous contrôlons de fait déjà tout. Il ne nous manque que l'union, la solidarité entre nous pour entrer en possession de ce que nous fabriquons déjà ensemble.

La propriété sociale de ces grands moyens de production ou d'échange est déjà dans nos bras. Il suffit au fond que nous comprenions ça, que nous ayons confiance en nous pour que nous en soyons les propriétaires. Pour que les richesses de la terre soient reprises à la minorité qui les accapare et les vole et soient rendues enfin à ceux qui les produisent.

Le titre de notre journal va être : « *Tout est à nous* » tiré de la chanson qui conclut

« rien n'est à eux, tout ce qu'ils ont, ils nous l'ont volé ».

C'est tout notre programme. Et c'est ça la politique, telle que je la comprends et veut la défendre, c'est comment arriver à quelques uns à faire comprendre ça à des millions. Ou plus exactement encore, donner cette confiance en eux aux opprimés qu'il leur permettra de croire possible, que ce monde là est à leur portée.

Il ne s'agit pas que d'explication. Bien sûr, il faut lire, faire lire, faire un journal, une revue, des tracts, des discours, tout ça c'est nécessaire. Il faut s'adresser aux classes populaires avec ce matériel mais ce n'est qu'une partie du chemin. L'autre partie c'est comprendre que la solution à nos problèmes vient du mouvement des opprimés eux-mêmes. Notre force c'est la leur. Notre programme c'est la conscience que nous pouvons leur donner des énormes possibilités qu'ils portent en eux-mêmes, de ce qu'ils font et peuvent faire. Quand on parle de ce que viennent de faire les antillais ce n'est pas pour parler d'un pays mystérieux, étranger et lointain qu'il faudrait imiter. Non ce pays là est aussi en nous, caché peut-être pour le moment au plus profond de nous, mais bien en nous. C'est ce qu'il y a d'antillais au fond des classes populaires que nous devons faire surgir. Nous ne ferons pas la grève générale comme aux Antilles, la grève générale est en nous, dans nos souffrances, nos révoltes et nos espoirs, pour le moment seulement étouffée par des années d'habitudes et de soumissions. Pour ça nous sommes tous des antillais.

Aux Antilles ce ne sont pas quelques personnes éclairées et bien intentionnées qui ont fait les choses. Ce ne sont pas les élections qui ont été un débouché politique. C'est la population elle-même en lutte qui s'est découvert à elle-même. Tout est partie d'une révolte spontanée contre la hausse du prix de l'essence. Une révolte populaire qui a rencontré ensuite la volonté de militants de lui donner force et efficacité. Ce qui a donné la naissance du LKP, une alliance de multiples associations, syndicats et partis. LKP au sommet et LKP à la base. Mais il ne faut pas oublier qu'à la tête des principales de ces organisations que ce soit l'UGTG, la CGTG, la CTU ou encore la CGTM, il y a la présence, depuis de nombreuses années, de militants révolutionnaires. C'est -à-dire de militants dont l'objectif essentiel est de donner le pouvoir aux humbles.

Il ne faut pas attendre ici ça de Thibault, Chérèque ou Mailly…

Aux Antilles, il n'y a pas eu que des grèves et des manifestations comme on les voit traditionnellement ici. Il y a eu un début de contrôle de l'économie et la vie sociale par la population mobilisée. Ils ne se contentaient pas d'arrêter de travailler, ils commençaient à organiser la vie autrement. Un petit début d'un autre pouvoir. Les barrages routiers par exemple étaient des lieux où les petits paysans ou les petits pêcheurs apportaient leur produits, les vendaient plus chers qu'ils ne les vendaient à la grande distribution mais infiniment moins chers que ne les achetaient les consommateurs dans la grande distribution. Plus d'intermédiaires, tout le monde était gagnant. le début d'une autre manière de vivre. Et puis vous avez du voir ces petits reportages à la télé. Une petite équipe de militants par exemple qui vont dans une

blanchisserie industrielle et qui obligent le patron à reprendre un ouvrier combatif qu'il vient de licencier ou de se comporter autrement avec un autre salarié qu'il maltraite. Et le patron affolé qui confie ensuite à voix basse au micro du journaliste : *« Je n'ai jamais vu ça, ce n'est plus la préfecture qui fait la loi, c'est le LKP. Il y a deux lois… Ou vit-on ? »* Eh bien oui, il y avait deux lois, une de la minorité possédante et une, embryonnaire, de la majorité qui travaille. Et ce n'est pas que 200 euros qu'ils ont gagnés mais plus de 160 revendications qui touchent à tout, c'est-à-dire l'irruption des classes populaires sur la scène politique, sur la manière d'administrer la vie.

Tout ça pour dire que le débouché politique, comme certains disent parfois, n'est pas dans les institutions dont les élections. Tout l'effort des grandes organisations syndicales et politiques, de droite comme de gauche, en France depuis des décennies et des décennies et de faire rentrer les grèves et les mouvements de rues dans le canal institutionnel et le plus souvent les élections. Après le 19 mars, on nous dit il y aura le 1er mai et puis ensuite bien voter aux élections européennes. Ça se répète inlassablement. Parce qu'ils savent que dans les élections, on ne change rien de profond, on n'y élit pas les propriétaires du monde qui continueront à le diriger depuis leurs conseils d'administration quel que soit l'élu, pendant que les chefs de l'armée, de la gendarmerie de la justice ou les tous les hauts fonctionnaires seront les mêmes, non élus, quel que soit le nouveau gouvernement, le nouveau parlement, les nouveaux conseils généraux, régionaux, ou européens. Ce qui ne veut pas dire qu'il ne faut pas se présenter aux élections. Mais pour s'en servir de tribune pour faire entendre nos idées plus efficacement que dans nos petits tracts diffusés à quelques milliers d'exemplaires, certainement pas pour dire que les élections et les institutions sont un débouché politique aux luttes.

Non le débouché politique aux luttes, il est dans les luttes elles-mêmes. Quand elles atteignent un certain niveau, c'est là que les lois changent car il faut que la vie, la société changent pour que les lois elles-mêmes changent. On l'a vu dans l'histoire. La république française est issue d'une révolution mais même sans remonter jusque là, la grève générale de Mai 68 a bien plus bouleversé la société que tous les gouvernements de gauche et toutes les élections qui lui ont succédé. Et c'est pour ça qu'inconsciemment beaucoup sentent qu'il faudrait un nouveau mai 68 ou une grève générale pour bouleverser les choses aujourd'hui.

Le changement n'est pas que dans nos explications, nos désirs ou l'organisation qu'on veut construire, mais dans le facteur explosif qu'est l'oppression des classes populaires majoritaires par une minorité. Et que le changement viendra de ce que le parti qu'on construit sera capable de se faire l'expression des courants souterrains - aujourd'hui - de révolte qui agitent des millions et des milliards de pauvres, de dépossédés, de « prolétaires » en un mot.

Pour cela il faut en être. Pas commenter, expliquer, conseiller de l'extérieur. En être. C'est-à-dire gagner la confiance de tous les dépossédés parce qu'on en est, parce que nos portes paroles, nos candidats, nos journaux, nos tracts ne sont pas des

commentaires, mais sont l'expression de cette force potentielle et qu'ils lui donnent conscience d'elle même, confiance en elle même. Nous avons vu le 29 janvier, ou le 19 mars ce que nous sommes capables de faire. Nous avons vu le nombre , l'envie de changer, de ne pas payer leur crise, l'envie de vivre, la naissance de notre force. Tout notre travail à venir va être de donner à cette force conscience de ce qu'elle porte en elle, du monde nouveau qu'elle porte en elle, des valeurs qui lui sont les siennes, de la politique qu'il lui faut pour se déjouer de ses adversaires déclarés et de ses faux amis.

C'est pour ça que je me suis engagé dans la construction du NPA. Parce que quand on est ouvrier, notre seule dignité c'est la lutte et la lutte jusqu'au bout. Personnellement on peut échapper à l'exploitation, la classe ouvrière ne peut pas y échapper sinon en changeant le monde. Et c'est ce que je veux faire. Vous savez, parfois quand dans la rue on voit un mendiant et qu'on ne veut pas lui donner, on fuit son regard, on regarde ailleurs et on oublie le plus vite possible. Mais on ne peut pas regarder ailleurs quand on est avec ses collègues de travail à l'usine quand l'un d'entre eux se suicide, est humilié ou détruit, on ne peut pas regarder ailleurs à l'usine et apprendre en même temps les valeurs humaines les plus hautes à ses enfants.

C'est pour ça aussi que j'ai accepté d'être tête de liste aux élections européennes, pour porter à la face des puissants qui vont donner des milliards aux banques et n'ont que des paroles pour les pauvres, le témoignage, la colère, l'intelligence et la dignité de ceux qu'ils foulent aux pieds. Ce n'est pas pour moi que je me présente mais pour Paul, Mario, Marcel et encore d'autres qui se sont suicidés et pour tous les autres qui luttent au quotidien. Pour faire de ces élections la tribune de ceux qu'on assassine en silence, de ceux qui ont une autre morale bien plus élevée que celle de l'argent et de l'égoïsme, la morale de la solidarité humaine, du partage et de la vie commune, pour en faire la tribune de ceux qui luttent pour une autre vie et un autre monde. Et aussi parce que ces élections seront une des étapes de la politisation des classes populaires dans cette période de crise.

C'est ce sens là que je mettrai dans nos revendications d'urgence que ce soit les 300 euros d'augmentation, l'interdiction des licenciements ou l'embauche d'un million de salariés dans la fonction publique.

Et puis aussi, à un autre niveau, l'expropriation des grands groupes de l'énergie comme Total pour créer un véritable service public de l'énergie sous le contrôle de ses salariés et de la population. Pareil pour l'automobile comme enfin la nationalisation des banques sans indemnités ni rachat pour créer un véritable service public bancaire là aussi sous le contrôle des salariés et de la population afin que l'argent ne soit plus du capital qu'on accumule pour voler les autres mais un simple service public. Il n'est plus possible qu'une poignée d'irresponsables qui n'ont pour seul but que le profit et pour seule morale l'enrichissement personnel puissent décider de la vie et de la mort de millions et milliards d'êtres humains plonger l'humanité dans la catastrophe par leurs spéculations effrénées.

C’est pourquoi aussi je suis fier que le NPA m’ait proposé cette candidature aux européennes même si pour moi ce n’est pas facile. Parce qu’à travers moi le NPA cherche à se faire représenter par ceux qui n’ont pas droit à la parole, par ceux qui au fond sommes dangereux pour ce monde capitaliste. Ouvrier de l’automobile, au delà de ma personne, c’est un symbole, un drapeau, une histoire, un programme. La parole aujourd’hui pour le pouvoir demain de ceux qui n’ont rien et qui seront tout… pour un monde enfin humain, débarrassé de toute exploitation capitaliste et de toutes les oppressions. »

Yvan Zimmerman, le 29 mai 2009